



## Israël: De la propagande part 3/3

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 23 janvier 2011

[Le blog de René Naba](#) 23 janvier 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Pour lire la première partie de l'article : [cliquez ici](#)

Pour lire la deuxième partie de l'article : [cliquez ici](#)

- La Soft Warfare" (La douce guerre): Al Jazira en exemple et les Sayanim à contribution.

Israël considère qu'il fait l'objet d'une campagne de dénigrement de nature antisémite, une tendance croissante qui si elle venait à persister «érodera la légitimité d'Israël sur la scène internationale», à l'effet de créer les conditions d'un boycott tous azimuts contre Israël, sur le modèle du boycott de l'Afrique du Sud du temps de l'Apartheid.

Pour neutraliser cette campagne de délégitimation, «Le document de travail pour la Conférence de 2010 Herzliya (1) préconise de lancer une chaîne de télévision similaire à la chaîne transfrontière arabe «Al Jazira», en quatre langues anglais, français, arabe et russe, premier cas de retournement de tendance pour Israël dont la tendance habituelle est de mépriser plutôt que d'imiter les Arabes.

Il recommande la mobilisation des «organisations locales et les individus dans chaque pays, les organisations internationales, sans qu'ils soient nécessairement affiliés à Israël ou la communauté juive» pour neutraliser cette tendance, recommandant la réactualisation de la loi internationale sur le terrorisme, une campagne de sensibilisation dans les collèges et universités d'Europe, de même que le développement d'un travail juridique en vue de modifier la législation des pays concernés, couplé par des poursuites au plan judiciaire». Autrement dit de faire de l'activisme, voir même de l'entrisme dans les campus et de faire appel à des sympathisants pour poursuivre en justice ceux qui prônent le boycott d'Israël.

Une des recommandations est naturellement la collaboration «avec les organisations pro israéliennes à l'étranger, en vue de rechercher systématiquement toutes les publications anti-israéliennes, y compris les analyses des médias, les rapports, les actions de boycott, en vue de leur donner une réplique immédiate».

Le quotidien britannique Guardian de Londres, en date du 28 novembre 2010, fait état explicitement d'une note du ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, enjoignant aux ambassades israéliennes dans dix pays européens de trouver d'ici fin janvier environ 1000 personnes qui agiront en «amis d'Israël».

Ces personnes devront être «recrutées parmi des journalistes, universitaires, étudiants et militants soit juifs soit chrétiens ». Elles seront informées par des fonctionnaires israéliens pour intervenir en faveur d'Israël par des articles, lettres et interventions dans des assemblées publiques. Elles devront non seulement recevoir des messages mais en faire

une active promotion.

Les principaux centres de cette campagne seront cinq capitales européennes: Londres, Paris, Berlin, Madrid et Rome. Là, «les ambassades israéliennes recevront des fonds pour recruter aussi des professionnels: sociétés spécialisées en relations publiques et lobbyistes». Elles auront comme tâche de renforcer l'action des «amis d'Israël » en diffusant des messages politiques sur des arguments comme la position israélienne à l'égard des Palestiniens et la violation des droits de l'homme en Iran.

Le ministère israélien des affaires étrangères suggère en outre aux ambassades en Europe d'organiser mensuellement des événements publics de haut niveau en faveur de la politique israélienne et d'inviter des personnages influents à visiter Israël. M. Lieberman lui-même rencontrera, en janvier 2011, ses ambassadeurs dans les pays européens pour donner une impulsion à cette nouvelle «offensive dans les relations publiques».

Voilà qui éclaire d'un jour nouveau les quêtes régulières en France au bénéfice de l'armée israélienne, le mutisme de la presse occidentale devant la connivence nouvelle entre l'extrême droite européenne xénophobe et Israël, matérialisé par «La déclaration de Jérusalem» scellant une alliance des démocraties contre « une nouvelle menace globale de type totalitaire: l'islamisme» (2).

Voilà qui éclaire d'un jour nouveau le zèle de l'inventeur du botulisme, le roman enquêteur médiatique Bernard Henry Lévy et ses reportages en «tourisme de guerre», faux pourfendeur de Rodrigo Taddéi et Pierre Cassen (3), du président d' «Avocats Sans Frontières», William Goldnadel, et son compère sécuritaire du CRIF, Sammy Gozlan, deux procureurs inlassables des militants pro palestiniens, soucieux de faire respecter le Droit international et les directives européennes dans leur action à prévenir la commercialisation des produits de la Palestine occupée sur le marché européen.

Voilà qui explique sans le justifier, le zèle du premier président de «sang mêlé», de solliciter, de son passage au ministère de l'intérieur, les conseils exclusifs pour la neutralisation des troubles des banlieues françaises, M. Avi Dichter, ministre israélien de la Sécurité publique, celui-là même qui est en charge de la répression de l'Intifada palestinienne dans les territoires sous occupation israélienne, transposant dans l'ordre symbolique, volontairement ou non, le conflit israélo-palestinien sur le territoire national.

La propagande israélienne gagnerait en crédibilité si elle témoignait d'une certaine cohérence. Vouer aux gémonies la Syrie pour avoir abrité un ancien nazi, Aloïs Brunner, et fermer les yeux, -N'est ce pas Serge Klarsfeld-, sur le «refuge» constitué par les Etats-Unis à des responsables de premier plan de l'extermination des Juifs (4)...Si le «tourisme de guerre» du philosophe Bernard Henry Lévy, au journal Le Monde, d'abord, (Liban Juillet 2006), au Journal du Dimanche, ensuite (Gaza décembre 2008), ne constituait une longue plainte d'indignations sélectives, mobilisant toujours pour le sud Soudan, jamais, pour le sud Liban, stigmatisant toujours l'Iran, la Syrie, la Palestine, Israël, jamais, considéré pourtant par une large fraction de l'opinion internationale comme «l'Etat voyou n° 1», ni, non plus l'Afghanistan de Hamid Karzaï.

## **II- Les Sayanim (5)**

L'expression est tirée de l'Hébreu qui signifie informateur. Ils sont généralement des juifs de la diaspora qui, par «patriotisme», acceptent de collaborer ponctuellement avec le Mossad, ou autres institutions sionistes, leur apportant l'aide nécessaire dans le domaine de leur

compétence. Selon Jacob Cohen, auteur d'un remarquable ouvrage sur la question, «LE PRINTEMPS DES SAYANIM, Editions l'HARMATTAN», ils seraient près de 3000 en France et 3.000 rien qu'à Londres, se référant à aux indications de Victor Ostrovski, un ancien agent du Mossad. Un million de juifs à travers le Monde, Si on y associe le Bnai Brit (franc-maçonnerie juive internationale), la WIZO (organisation internationale des femmes sionistes), les organisations judéo sionistes nationales, comme l'UPJF, l'UEJF, le CRIF... en France).

Les Sayanim interviennent aussi et surtout dans les manipulations médiatiques. Le Mossad possède un département important, appelé le LAP, pour «guerre de propagande», fort actif dans la réécriture de l'Histoire, comme en témoigne l'exemple du film EXODUS. «Il a réécrit l'histoire de 1948 et imposé la vision sioniste pour au moins une génération. En 1961, c'est le premier ministre israélien en personne qui a accueilli l'équipe du film à l'aéroport. Le Bnai Brit compte 500 000 membres dans le monde, probablement 400 000 aux Etats-Unis, dont 6 000 dans le secteur du cinéma. Il est difficile d'imaginer dans ce contexte un film défavorable à Israël», précise-t-il.

### **III - La théorie de Noam Chomsky sur la manipulation des masses**

En complément, voici les commandements d'une bonne stratégie de manipulation de masse élaborée par Noam Chomsky, le linguiste américain du MIT (Massachusetts Institute of Technology) de Boston, sur la base de l'observation du fonctionnement des médias

1/ La stratégie de la distraction: Élément primordial du contrôle social, la stratégie de la diversion consiste à détourner l'attention du public des problèmes importants et des mutations décidées par les élites politiques et économiques, grâce à un déluge continu de distractions et d'informations insignifiantes. La stratégie de la diversion est également indispensable pour empêcher le public de s'intéresser aux connaissances essentielles, dans les domaines de la science, de l'économie, de la psychologie, de la neurobiologie, et de la cybernétique. « Garder l'attention du public distraite, loin des véritables problèmes sociaux, captivée par des sujets sans importance réelle. Garder le public occupé, occupé, occupé, sans aucun temps pour penser; de retour à la ferme avec les autres animaux. » Extrait de « Armes silencieuses pour guerres tranquilles»

2/ Créer des problèmes, puis offrir des solutions: Cette méthode est aussi appelée «problème réaction solution». On crée d'abord un problème, une «situation» prévue pour susciter une certaine réaction du public, afin que celui-ci soit lui-même demandeur des mesures qu'on souhaite lui faire accepter. Par exemple: laisser se développer la violence urbaine, ou organiser des attentats sanglants, afin que le public soit demandeur de lois sécuritaires au détriment de la liberté. Ou encore : créer une crise économique pour faire accepter comme un mal nécessaire le recul des droits sociaux et le démantèlement des services publics.

3/ La stratégie de la dégradation: Pour faire accepter une mesure inacceptable, il suffit de l'appliquer progressivement, en «dégradé», sur une durée de 10 ans. C'est de cette façon que des conditions socio-économiques radicalement nouvelles (néolibéralisme) ont été imposées durant les années 1980 à 1990. Chômage massif, précarité, flexibilité, délocalisations, salaires n'assurant plus un revenu décent, autant de changements qui auraient provoqué une révolution s'ils avaient été appliqués brutalement.

4/ La stratégie du différé: Une autre façon de faire accepter une décision impopulaire est de

la présenter comme « douloureuse mais nécessaire », en obtenant l'accord du public dans le présent pour une application dans le futur. Il est toujours plus facile d'accepter un sacrifice futur qu'un sacrifice immédiat. D'abord parce que l'effort n'est pas à fournir tout de suite. Ensuite parce que le public a toujours tendance à espérer naïvement que « tout ira mieux demain » et que le sacrifice demandé pourra être évité. Enfin, cela laisse du temps au public pour s'habituer à l'idée du changement et l'accepter avec résignation lorsque le moment sera venu.

5/ La stratégie de l'infantilisation: S'adresser au public comme à des enfants en bas âge. La plupart des publicités destinées au grand public utilisent un discours, des arguments, des personnages, et un ton particulièrement infantilisants, souvent proche du débilitant, comme si le spectateur était un enfant en bas âge ou un handicapé mental. Plus on cherchera à tromper le spectateur, plus on adoptera un ton infantilisant. Pourquoi? «Si on s'adresse à une personne comme si elle était âgée de 12 ans, alors, en raison de la suggestibilité, elle aura, avec une certaine probabilité, une réponse ou une réaction aussi dénuée de sens critique que celles d'une personne de 12 ans». Extrait de «Armes silencieuses pour guerres tranquilles». (cf. «Armes silencieuses pour guerres tranquilles »)

6/ Faire appel à l'émotionnel plutôt qu'à la réflexion: Faire appel à l'émotionnel est une technique classique pour court-circuiter l'analyse rationnelle, et donc le sens critique des individus. De plus, l'utilisation du registre émotionnel permet d'ouvrir la porte d'accès à l'inconscient pour y implanter des idées, des désirs, des peurs, des pulsions, ou des comportements.

7/ Maintenir le public dans l'ignorance et la bêtise: Faire en sorte que le public soit incapable de comprendre les technologies et les méthodes utilisées pour son contrôle et son esclavage. «La qualité de l'éducation donnée aux classes inférieures doit être la plus pauvre, de telle sorte que le fossé de l'ignorance qui isole les classes inférieures des classes supérieures soit et demeure incompréhensible par les classes inférieures. Extrait de «Armes silencieuses pour guerres tranquilles»

8/ Encourager le public à se complaire dans la médiocrité. Encourager le public à trouver «cool» le fait d'être bête, vulgaire, et inculte...

9/ Remplacer la révolte par la culpabilité : Faire croire à l'individu qu'il est seul responsable de son malheur, à cause de l'insuffisance de son intelligence, de ses capacités, ou de ses efforts. Ainsi, au lieu de se révolter contre le système économique, l'individu s'auto dévalue et culpabilise, ce qui engendre un état dépressif dont l'un des effets est l'inhibition de l'action. Et sans action, pas de révolution!...

10/ Connaître les individus mieux qu'ils ne se connaissent eux-mêmes: Au cours des 50 dernières années, les progrès fulgurants de la science ont creusé un fossé croissant entre les connaissances du public et celles détenues et utilisées par les élites dirigeantes. Grâce à la biologie, la neurobiologie, et la psychologie appliquée, le «système» est parvenu à une connaissance avancée de l'être humain, à la fois physiquement et psychologiquement. Le système en est arrivé à mieux connaître l'individu moyen que celui-ci ne se connaît lui-même. Cela signifie que dans la majorité des cas, le système détient un plus

#### **IV - Et son application au conflit israélo-arabe, le théorème de Bernard Langlois**

Pour clore ce panorama: voici les règles du journalismes pour les Nuls édictées par Bernard

Langlois, fondateur de la Revue de gauche Politis, qui résumé parfaitement le débat, dans un style qui constitue un chef d'œuvre d'humour:

Règle numéro 1: Au Proche Orient, ce sont toujours les Arabes qui attaquent les premiers et c'est toujours Israël qui se défend. Cela s'appelle des représailles.

Règle numéro 2: Les Arabes, Palestiniens ou Libanais, n'ont pas le droit de tuer des civils de l'autre camp. Cela s'appelle du terrorisme.

Règle numéro 3: Israël a le droit de tuer les civils arabes. Cela s'appelle de la légitime défense.

Règle numéro 4: Quand Israël tue trop de civils, les puissances occidentales l'appellent à la retenue. Cela s'appelle la réaction de la communauté internationale.

Règle numéro 5 : Les Palestiniens et les Libanais n'ont pas le droit de capturer des militaires israéliens, même si leur nombre est très limité et ne dépasse pas trois soldats.

Règle numéro 6: Les Israéliens ont le droit d'enlever autant de Palestiniens qu'ils le souhaitent (environ 10.000 prisonniers à ce jour dont près de 300 enfants). Il n'y a aucune limite et ils n'ont besoin d'apporter aucune preuve de la culpabilité des personnes enlevées. Il suffit juste de dire le mot magique « terroristes ».

Règle numéro 7: Quand vous dites « Hezbollah », il faut toujours rajouter l'expression « soutenu par la Syrie et l'Iran ».

Règle numéro 8: Quand vous dites « Israël », Il ne faut surtout pas rajouter après: « soutenu par les Etats-Unis, la France et l'Europe », car on pourrait croire qu'il s'agit d'un conflit déséquilibré.

Règle numéro 9: Ne jamais parler de « Territoires occupés », ni de résolutions de l'ONU, ni de violations du droit international, ni des conventions de Genève. Cela risque de perturber le téléspectateur et l'auditeur de France Info.

Règle numéro 10: Les Israéliens parlent mieux le français que les Arabes. C'est ce qui explique qu'on leur donne, ainsi qu'à leurs partisans, aussi souvent que possible la parole. Ainsi, ils peuvent nous expliquer les règles précédentes (de 1 à 9). Cela s'appelle la neutralité journalistique.

Règle numéro 11: Si vous n'êtes pas d'accord avec ces règles ou si vous trouvez qu'elles favorisent une partie dans le conflit contre une autre, c'est que vous êtes un dangereux antisémite.

« Il y a un processus, mais il n'est pas de paix. Il est de conquête. Il est effectivement en marche et n'a jamais cessé de l'être depuis 1948. N'importe quelle personne de bonne foi, indépendamment de tout jugement moral ou politique, ne peut que constater cette dynamique d'expansion continue. A Moyen terme, je pense qu'Israël est condamné en raison de sa méprise, de ses choix impériaux qui l'ont conduit à s'adosser à l'Empire plutôt que de chercher l'entente avec ses voisins. Le bi nationalisme, pourtant l'ennemi juré du sionisme, l'a de fait emporté dans sa pire version, la sud africaine de l'Apartheid. Or l'Apartheid, cela ne peut pas durer. C'est pourquoi je pense que ce projet sioniste est condamné. Je suis particulièrement inquiet pour l'avenir de la minorité juive du Moyen orient dans les vingt prochaines années, vu la haine qu'elle a semée autour d'elle », prophétisait

Rony Brauman, un anticonformiste Prix Nobel de la paix, à l'heure de l'assaut naval israélien contre la flottille de pacifistes européens contre le blocus de Gaza (6)

## **V - «Goa Karma Casher», substitut à la terre promise(7) ?**

Mais pour sophistiquer que soit cette stratégie, l'Occident, à l'origine de ce problème, inexorablement, pâti des manquements à sa propre éthique, de même que sa créature, dont plusieurs dizaines de soldats quittent chaque année leur pays, à la recherche d'un paradis artificiel, qui n'est pas la terre promise, mais un paradis hallucinatoire, répondant au nom mélodieux de «Goa Karma».

Traumatisés souvent par leurs trois années de service militaire et par les opérations guerrières auxquelles ils ont dû participer, ils partent à l'aventure, à l'instar des hippies des années 1970, avec l'espoir de trouver un nouveau sens à leur vie, dans un monde régi par d'autres règles que le leur. Entre utopies et dérives, ils partent chercher en Inde l'illusion d'un monde de paix. Près deux mille jeunes israéliens, par an, hommes et femmes, ont besoin, à l'issue de leur séjour en Inde, d'un soutien thérapeutique. Mais certains ont rompu toutes les amarres, pour s'enfoncer dans une marginalité parfois encore plus menaçante pour leur identité, loin des clichés de la propagande, le prix fort payé au bellicisme, la face cachée d'Israël.

### **Références:**

1 - The « Soft Warfare » against Israel: Motives and Solution Levers A Working Paper in Preparation for the Herzliya Conference 2010. Coordinateur Shmuel Bar, Director of Studies (Institute for Policy and Strategy), Contributeurs Rachel Machtige and Shmuel Bachar (Institute for Policy and Strategy), Shalom Harari, Institute for Counter Terrorism, Shaul Menasheh, Voice of Israel Radio Mr. Ido Mizrahi, IMPACT-SE. Le document de travail pour la Conférence de 2010 Herzliya préconise les actions suivantes: Identifier tous les acteurs clés qui déclenchent et génèrent de la haine (par rapport à ceux qui le diffusent), avec une ventilation par pays, la religion et l'origine ethnique, afin d'analyser leurs motivations et les objectifs. Estimer la menace et étudier les moyens de traitement de chaque. En collaboration avec les universités en Israël et à l'étranger et avec les organisations pro israéliennes à l'étranger, recherches systématiques de toutes les publications anti-israéliennes, y compris les analyses des médias, les rapports, les boycotts et son campus activités, et des réponses immédiates et contre-attaques.

Etablir une Cartographie des ONG pro israélienne et pro-occidentales, et l'exploitation de leurs services afin de transmettre la vérité des rapports et des messages à leurs destinataires. Tenir compte de plusieurs groupes chrétiens européens qui opèrent en Israël, au nom de leurs églises respectives, et de servir les organismes d'aide directement pris en charge par les gouvernements européens: Diaconie de la Suède, l'Irlande et Trocaire Christian Aid au Royaume-Uni. Pour plus de détails, voir:

<http://www.ngo-monitor.org/article/diakonia>

<http://www.ngo-monitor.org/article/trocaire> ,

[http://www.ngo-monitor.org/article/christian\\_aid\\_uk](http://www.ngo-monitor.org/article/christian_aid_uk).

Renforcer, enfin, la présence du récit juridique d'Israël dans la littérature juridique. À ce jour, des revues juridiques qui abordent le conflit israélo-palestinien, ont été principalement



le fait du point de vue pro palestinien. Il n'y a pas livre sur le droit international et Israël, de sorte que le narratif palestinien a le feu des projecteurs dans le milieu universitaire domaine du droit international.

Les ONG devraient être propulsés à financer la recherche du conflit qui donnerait une présentation claire de la narration israélienne.

2- Une délégation de près de trente-cinq parlementaires et responsables européens d'extrême droite a effectué le 18 décembre 2010 une visite est en Israël. La délégation comprend des populistes de l'UDC aux fascistes suédois, tous partageant la même islamophobie, certains d'entre eux ayant même un passif nazi ou antisémite avéré. La délégation était composée des personnalités suivantes: Geert Wilders, Filip Dewinter et Frank Creyelman (responsable de la commission des affaires étrangères, Parlement belge), Heinz-Christian Strache (successeur de Jorg Haïder), René Stadtkewitz (président du Parti de la Liberté Wilderien, Allemagne), Kent Ekeroth (responsable du Parti des Démocrates Suédois), des Suisses et bien évidemment des Danois, dont l'extrême-droite est ouvertement atlantiste. Geert Wilders a été reçu par Avigdor Lieberman.

La délégation a été reçue à la Knesset en loge d'honneur, ainsi que par le maire d'Ashkelon (jumelée avec Aix), à l'occasion d'une conférence organisée à l'université locale et par David Buskila, Maire de Sdero (jumelée avec Antony), membre du parti travailliste, ainsi que par le kahaniste Moshe Feiglin, membre important du Likoud, avant une tournée en « Samarie ». La délégation se réclame d'une « European Freedom Alliance (EFA) » qui n'est autre que le nom de la branche européenne de l'American Freedom Alliance, une de ces officines néo conservatrices islamophobes financées par la lobbyiste milliardaire Aubrey Chernick. Cette dernière a signé une « Déclaration de Jérusalem », qui propose une alliance des démocraties contre « une nouvelle menace globale de type totalitaire: l'islamisme. »

3

-

[http://www.marianne2.fr/Grosse-bourde-de-BHL-reponse-salee-en-exclusivite-de-Cassen\\_a201067.html3](http://www.marianne2.fr/Grosse-bourde-de-BHL-reponse-salee-en-exclusivite-de-Cassen_a201067.html3)

«Emporté par la haine envers toutes ses bêtes noires, BHL écrit souvent un peu vite. Trop vite. Et a un gros, un très gros, un énorme problème avec les noms propres. Il y avait eu la fameuse affaire Botul. Ce philosophe qui n'existait pas et qu'il avait cité dans son livre, suscitant la moquerie de tout Paris. Un peu plus tard, BHL voulut se payer Frédéric Taddéi. En lisant une dépêche lui apprenant que ce dernier allait voir son contrat renouvelé, il se précipita sur sa plume, ou son clavier, et fustigea France Télévisions qui renouvelait un homme dangereux au point d'organiser des débats entre des gens qui ne sont pas d'accord entre eux. Le problème, c'est que la dépêche ne concernait pas Frédéric, présentateur de «Ce soir ou jamais», mais Rodrigo, footballeur transalpin de son état, auquel l'AS Rome venait de proposer ledit contrat. Dans son bloc-notes, BHL s'emmêle encore dans les patronymes. Il confond cette fois Pierre Cassen, chef de file de Riposte laïque et co-organisateur des assises sur l'islamisation, avec Bernard, ancien président d'ATTAC et journaliste rédacteur au Monde diplomatique».

4-New York Times Dimanche 14 novembre révèle à quel point les autorités et les services de renseignement américains avaient mis en place un véritable « refuge » pour des dizaines de nazis et leurs proches. Le document décrit, dans ce qu'il nomme » la collaboration du gouvernement avec les persécuteurs « , comment des agents du Bureau des enquêtes spéciales (OSI), l'agence du département d'Etat fondée en 1979 et chargée de traquer

d'anciens nazis, ont appris que certains responsables du IIIe Reich « avaient délibérément obtenu l'autorisation d'entrer sur le territoire » des Etats-Unis, alors que des officiels américains connaissaient leur passé. Parmi les cas examinés figure celui d'Otto von Bolschwing. L'homme auquel la CIA apporta son aide en 1954 et qu'elle enrôla en son sein peu après était un proche d'Adolf Eichmann, et l'un des responsables de la déportation et de l'extermination des juifs en Allemagne. En 1981, après avoir découvert sa véritable identité, le département d'Etat lance une procédure d'extradition. Otto von Bolschwing mourra un an plus tard, chez lui, à Sacramento (Californie). Le rapport détaille également l'histoire d'Arthur Rudolph, ingénieur nazi responsable d'une usine de fusée souterraine employant une main-d'oeuvre forcée. En 1945, il s'installe aux Etats-Unis où il participe aux programmes spatiaux américains. Quatre ans plus tard, le numéro deux du ministère de la justice évoque, dans une note secrète, l'« intérêt national » que revêt à ses yeux le scientifique. Considéré comme l'un des pères de la fusée Saturn V, celle qui propulsa les premiers hommes sur la Lune, il obtiendra une décoration de la NASA.

5 - Cf. A ce propos Jacob COHEN, LE PRINTEMPS DES SAYANIM, éditions l'HARMATTAN: «Lorsque la France a construit une centrale nucléaire en Irak dans les années 1970, des scientifiques irakiens étaient venus à Saclay pour se perfectionner. Le Mossad était bien sûr intéressé à les connaître pour pouvoir agir sur eux. N'importe quel autre service secret aurait eu besoin de moyens en hommes, de filature, d'argent pour corrompre, peut-être de tentatives d'effraction, et de temps, pour y arriver éventuellement. Le Mossad, et c'est sa supériorité, s'est tout simplement adressé à un informateur juif (Sayan) qui travaillait à Saclay. Et a demandé que lui fussent fournis les dossiers complets originaux. Car il se méfiait des photocopies.

La majorité des renseignements étant en arabe, c'est lui-même qui s'est acquitté de cette tâche. Quel autre service de renseignements peut bénéficier de telles complicités? Après, ce fut un jeu d'enfant pour piéger l'un de ces scientifiques, remonter jusqu'à leur responsable, et l'assassiner lors de sa visite à Paris. A propos de Gilad Shalit, l'auteur rappelle que le réseau des Sayanim à travers le monde a fait en sorte que son nom soit tellement matraqué que personne ou presque n'ignore son nom. Par ailleurs, son père a été reçu à plusieurs reprises par tous les dirigeants occidentaux, par Nicolas Sarkozy, Angela Merkel, Anthony Blair, Silvio Berlusconi, Jose Luis Zapatero, Manuel Barroso, par le secrétaire général de l'ONU, le parlement européen, l'assemblée de l'UNESCO, enfin le gratin mondial. Comment est-ce possible sans l'intervention de Sayanim bien placés dans les instances gouvernementales, économiques, culturelles, médiatiques? Je rappelle qu'il s'agit d'un caporal d'une armée d'occupation. Quel autre prisonnier peut bénéficier d'une telle sollicitude internationale? Et avoir son portrait géant sur l'édifice de la Mairie du 16e arrondissement? «Des hommes politiques français, dont Nicolas Sarkozy et Bernard Kouchner, ont exigé sa libération pour raisons humanitaires. Sans dire un mot des milliers de prisonniers palestiniens. Il s'agit de faire pénétrer dans l'opinion internationale qu'Israël a un «otage» (un seul !) aux mains du Hamas. Cela fait oublier les 11 000 prisonniers palestiniens détenus dans les geôles israéliennes.

L'écrasante majorité d'entre eux sont des prisonniers politiques, c'est-à-dire condamnés pour leur lutte pacifique pour l'indépendance. Rappelons qu'Israël est le seul pays «démocratique» au monde qui applique la détention administrative: pouvoir emprisonner n'importe quel citoyen, même étranger, sans avocat, sans jugement, sans motif, sans limitation dans le temps. Et c'est sur cette base que les forces d'occupation ont kidnappée, juste après l'enlèvement du soldat, 45 personnalités politiques du Hamas, en majorité des



élus du peuple. Sans qu'elles n'aient rien à leur reprocher. Cela s'appelle des «représailles collectives» condamnées par le droit international, et rappelle le comportement de l'occupant nazi en France... ». Fin de citation.

6- Interview à la Revue Moyen orient N°6 Juin Juillet 2010 «Regard de Rony Brauman sur l'action humanitaire dans le Monde et le Moyen orient» propos recueillis par Frank Tétard et Chiara Rettenella.

7- «Goa Karma Kacher” de Aimee Ginsburg revue Outlook 22.06.2010, article repris par le Courrier International du même jour.

A titre informatif, les révélations de WikiLeaks sur les pressions israéliennes sur les Etats-Unis.

Le Monde | 28.11.10 | 19h10 Iran: comment les Israéliens ont poussé Washington à la fermeté. (Natalie Nougayrède)

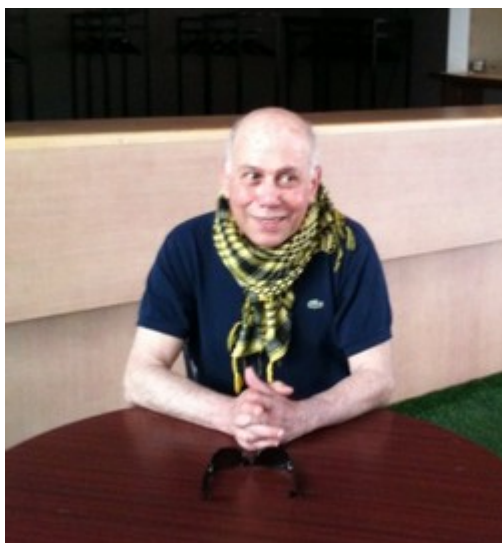
Jérusalem, le 1er décembre 2009. Amos Gilad, directeur des affaires politico-militaires au ministère israélien de la défense, s'adresse à Ellen Tauscher, la sous-secrétaire d'Etat américaine. « Se penchant sur sa boule de cristal », écrit le diplomate américain qui relate la scène, « Gilad dit qu'il n'est pas certain que l'Iran ait décidé de fabriquer une arme nucléaire, mais que l'Iran est » déterminé « à avoir l'option d'en construire une ». La diplomatie du président Barack Obama, « l'engagement stratégique avec l'Iran, c'est une bonne idée », poursuit M. Gilad, selon ce télégramme obtenu par WikiLeaks et étudié par Le Monde, « mais il est bien clair que cela ne marchera pas ». L'évaluation des intentions du régime iranien, ainsi que la façon de résoudre la crise nucléaire, qui dure depuis 2002, occupent une place importante dans les « mémos » de la diplomatie américaine. Les Israéliens semblent, pour leur part, appeler constamment l'administration Obama à durcir son approche.

Un télégramme américain daté du 18 novembre 2009 note ces observations: « un représentant du Mossad affirme que Téhéran comprend qu'en réagissant positivement à l'engagement (américain, ndlr), l'Iran peut continuer à » jouer la montre ». Du point de vue du Mossad, l'Iran ne fera rien d'autre que d'utiliser des négociations pour gagner du temps. De telle sorte qu'en 2010-2011, l'Iran aura la capacité technologique de fabriquer une arme nucléaire. Réduisant ainsi la question de la militarisation (l'étape finale vers la bombe, ndlr) à une décision politique ». « Le gouvernement israélien », ajoute un autre document américain, daté du même jour, « décrit l'année 2010 comme une année critique. Si les Iraniens continuent de protéger et consolider leurs sites nucléaires, il sera plus difficile de les viser et de les endommager ». Israël, est-il noté, attend que les Etats-Unis lui livrent des bombes GBU-28 capables de détruire des bunkers. Celles-ci seront fournies en mai 2010.

« LES CINQ PILIERS DE LA STRATÉGIE ISRAÉLIENNE » : Washington envoie des émissaires pour tenter de calmer la nervosité israélienne. Robert Wexler, un influent élu démocrate du Congrès américain, rencontre, le 13 mai 2009, le chef des renseignements militaires israéliens, Amos Yadlin. » Wexler explique que le président américain pourra plus facilement convaincre l'opinion américaine de soutenir une action militaire si les efforts d'engagement échouent après avoir été tentés. M. Yadlin répond qu'il n'est pas en train de conseiller les Etats-Unis d'ouvrir un troisième front, mais il faut comprendre qu'Israël voit les choses autrement, et ne peut retirer l'option militaire de la table », rapporte un « mémo » américain. Retour en arrière, à l'époque Bush. En août 2007, le chef du Mossad, Meir Dagan, décrit « les cinq piliers de la stratégie israélienne » face à l'Iran. Il les énumère devant le sous-secrétaire d'Etat américain, Nicholas Burns. Un télégramme diplomatique américain les

résume ainsi : » A) L'approche politique (Dagan salue les efforts pour transférer le dossier iranien au Conseil de sécurité de l'ONU, mais il dit que cette approche ne résoudra pas la crise) B) Des mesures clandestines (Dagan et le sous-secrétaire décident de ne pas évoquer cette approche en large comité) C) La contre prolifération (Dagan souligne le besoin d'empêcher l'Iran d'acquérir du savoir-faire et de la technologie. Il faut faire plus dans ce domaine) D) Des sanctions (Dagan dit que c'est dans ce domaine qu'ont été enregistrés les plus grands succès. Trois banques iraniennes sont sur le point de s'effondrer). E) Forcer un changement de régime (Dagan dit qu'il faudrait faire davantage pour fomenter un changement de régime en Iran, si possible avec le soutien de mouvements étudiants démocrates et de groupes ethniques, Azéris, Kurdes, Baloutches, opposés au régime en place) ». L'attitude russe sur le dossier iranien est, d'après des Israéliens, « un mystère », note un télégramme américain daté de novembre 2009, près d'un an avant que le Kremlin renonce à livrer à l'Iran des missiles anti-aériens S-300. Les efforts pour rallier la Russie à la diplomatie occidentale sur l'Iran constituent un souci constant des Israéliens, qui en discutent avec l'administration Obama.

En coulisses, les tractations vont bon train. Devant Ellen Tauscher, le 1er décembre 2009, Amos Gilad, « a expliqué que Moscou a demandé des livraisons de drones israéliens sophistiqués en échange de l'annulation de la vente des S-300 à Téhéran », écrit un diplomate. « Gilad a dit que les Russes reconnaissent leur retard technologique sur les drones, et qu'ils sont prêts à payer un milliard de dollars pour la technologie israélienne sur ces appareils. Il a répété qu'Israël ne fournirait pas sa technologie la plus récente, expliquant qu'elle se retrouverait probablement entre les mains des Chinois ». Le même jour, toujours devant cette responsable américaine, le directeur général du ministère israélien des affaires étrangères, Yossi Gal, « affirme que « le calendrier est essentiel », et « le temps est venu de mettre en œuvre des sanctions paralysantes » contre l'Iran, note un télégramme diplomatique. « Gal a comparé la nécessité de sanctions renforcées à une prescription d'antibiotiques par un médecin - il faut prendre tout le traitement pendant toute sa durée, sinon les médicaments n'agiront pas ». A partir de juillet 2010, sur décision de Barack Obama, les sanctions américaines contre l'Iran franchiront de nouveaux paliers.



**René Naba** : Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, ancien conseiller du Directeur Général de RMC/Moyen orient, chargé de l'information, est l'auteur notamment des ouvrages suivants : —« Liban: chroniques d'un pays en sursis » (Éditions du Cygne); « Aux origines de la tragédie arabe »-

*Editions Bachari 2006.; « Du bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français »- Harmattan 2002. « Rafic Hariri, un homme d'affaires, premier ministre » (Harmattan 2000); « Guerre des ondes, guerre de religion, la bataille hertzienne dans le ciel méditerranéen » (Harmattan 1998); « De notre envoyé spécial, un correspondant sur le théâtre du monde », Editions l'Harmattan Mai 2009. Son blog : <http://www.renenaba.com/>*

La source originale de cet article est [Le blog de René Naba](#)

Copyright © [René Naba](#), [Le blog de René Naba](#), 2011

---

Articles Par : [René Naba](#)

### A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI<sup>ème</sup> siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1er septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)